REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 10 au 16 mai 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Santé-veille sanitaire.....2
- Santé et médecine Lancement d'une formation en épidémiologie de terrain
- Lutte contre les épidémies : Une trentaine de professionnels de santé en formation

1.2 Sécurité alimentaire.....6
- Conférence nationale de l'agriculture- Faire de Madagascar le grenier rizicole de l'Afrique
- Madagascar doit redevenir le grenier agricole de l'Océan Indien

1.3 Sécurité maritime.....9
- Indian Ocean Commission helps Africa's Island states fight sea crime

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....10
- Coopération Comores-France : un accord de 1.23 milliards Kmf……

2.2 Environnement.....11
- Rendez-vous dans les forêts péi

2.3 Société..... 12
- Covid-19 : les pays de la zone Océan Indien de nouveau accessibles aux non-vaccinés

2.4 Energies renouvelables.....13
- La Renewable Energy Roadmap 2030 revue pour la réalisation de 60 % d'énergies renouvelables

2.5 Sécurité maritime.....14
- India to install coast guard radar system for Seychelles Coast Guard

2.6 Economie.....15
- Dialogue Public-Privé : Priorité à l'industrialisation massive dans les régions.
- PREMIÈRE ÉDITION DU SOMMET FEMME EXPERTISE
  Le sommet mondial des femmes d'expertise a baissé le rideau

Santé et médecine Lancement d'une formation en épidémiologie de terrain

Adabi Soilihi Natidja



La formation va durer cinq jours, du lundi 9 au samedi 14 mai. On compte vingt-cinq participants constitués d'infirmiers diplômés d'Etat, de techniciens de laboratoires, des techniciens vétérinaires et des médecins en santé humaine et animale. "Les apprenants qui vont réussir la formation pourront par la suite poursuivre une formation de niveau master", a annoncé l'administrateur de l'Université des Comores, Dr Ibouroi Ali Tabibou.

Un atelier de formation en épidémiologie de terrain (Fetp Frontline) a été officiellement lancé ce lundi à l'Ecole de médecine et de santé publique (Emsp). La formation de cinq jours, cofinancée par l'Union européenne, est organisée conjointement par l'Université des Comores et la Commission de l'Océan indien et va permettre aux bénéficiaires de pouvoir détecter et gérer de façon rapide les maladies émergentes et réémergentes qui affectent les êtres humains dans les pays de la région et plus particulièrement les Comores.

En marge du lancement de la formation, l'administrateur de l'Université des Comores (Udc), Dr Ibouroi Ali Tabibou, a fait savoir que cette formation Frontline va comprendre trois groupes de vingt-cinq apprenants. La formation de chaque groupe aura une durée de trois mois et six semaines, soit un total de treize semaines de formation théorique et pratique. Selon l'administrateur de l'Udc, "les apprenants qui vont réussir la formation pourront par la suite poursuivre une formation de niveau master. En effet, l'Udc compte mettre en place rapidement une formation de master de techniciens de laboratoire bio médicale".

Faire face aux maladies dévastatrices

Pour le secrétaire général adjoint du ministère de la Santé, Ahmed Mohamed Ahmed, "l'émergence ou la réémergence des maladies infectieuses que l'on croyait contrôlées et la survenue de crises sanitaires,

ont mis en évidence la nécessité de disposer d'un pool d'épidémiologistes de terrain capable de surveiller, d'analyser et d'investiguer des signaux sanitaires, pour une prise de décision et une intervention adaptée". Le représentant du ministère de la Santé explique que les enjeux mondiaux de préservation de la santé des populations humaines, animales et de l'écosystème dans son ensemble interpellent l'opinion internationale à adopter un nouveau paradigme dans la réponse aux menaces croissantes de maladies dévastatrices.

Pour sa part, le directeur de cabinet du ministre de l'Education, Dr Mbaraka Abdallah Charif, trouve que cette formation est indispensable pour l'Université des Comores, en particulier le développement de l'Ecole de médecine et de santé publique, qui est en ce moment l'unique institution nationale de formation et de renforcement des capacités du personnel de santé en Union des Comores. "Je reste persuadé que la réforme engagée de développement stratégique de l'Université des Comores dont l'objectif est de contribuer au développement du capital humain du pays, permettra incontestablement de renforcer nos structures nationales de santé en ressources humaines compétentes et adéquates pour l'atteinte des objectifs du plan Comores Emergent et de ceux du développement durable à l'horizon 2030", a avancé Dr Mbaraka Abdallah Charif.

Lutte contre les épidémies : Une trentaine de professionnels de santé en formation

Depuis lundi dernier, des professionnels de santé sont en formation, à Moroni, école de santé, en matière de lutte contre les épidémies sur le terrain. La formation va durer 13 semaines. Un programme initié par la Commission de l'Océan indien (COI), engagée dans cette lutte afin de renforcer la capacité du personnel de santé à s'adapter sur le terrain pour gérer une épidémie en explosant.



Chaque pays doit disposer des moyens de mesure et d'analyse en permanence sur l'état de santé de la population, et les Comores s'en préparent mieux. Durant 13 semaines, une trentaine de professionnels de santé dont des chefs des différents districts de santé sont en formation de renforcement de leurs capacités à s'adapter, et surveiller une épidémie en explosant. « Le moment est venu d'officialiser impérativement un programme océanique de formation à la surveillance et la gestion des pandémies. Raison pour laquelle, vous voyez ces professionnels de santé dont plus d'entre eux sont des médecins chefs dans les différents districts de santé en Union des Comores à bénéficier ce programme qui les permettra à s'adapter et surveiller toute sorte d'épidémie en explosif », explique Dr Bedja, coordinateur de ce projet aux Comores. « Tous ces professionnels de santé, chacun dispose bien évidemment une formation adéquate à la surveillance, mais cet enseignement de ce programme de la COI doit être de manière coordonnée et efficace, et chacun d'eux aura un perfectionnement professionnel dont la finalité est le renforcement de ses capacités en gestion des épidémies sur le terrain », a-t-il précisé.

Selon Dr Bendja, il s'agit d'une étude transversale de la manière dont l'agent devrait ménager l'épidémie quel que soit le danger qu'elle pèse. Le renforcement des capacités en management des épidémies, poursuit-il, est un besoin ressenti par les jeunes médecins surtout, partiellement couvert par les programmes actuels des écoles médicales dans la région de l'océan indien. Tenant compte du programme, cette formation doit durer 13 semaines, dont 10 sur la théorie et trois prévues pour la pratique.

Nassuf. M. Abdou

Plus d'infos Lire aussi :

- QuarkXPress1201.qxd (lagazettedescomores.com)
- https://www.onehealth-oi.org/actualites/journees-scientifiques-et-du-comite-de-pilotage

Conférence nationale de l'agriculture – Faire de Madagascar le grenier rizicole de l'Afrique



la modernisation de Fofifa, l'Alaotra a été
un nouveau système d'irrigation.

Le président de la République a inauguré les nouvelles installations du FOFIFA, à Ambatobe. Il y a annoncé la tenue prochaine d'une conférence nationale agricole pour hisser Madagascar au rang de grenier à riz de l'Afrique.

Un challenge jouable. «Notre objectif est que Madagascar redevienne un grenier rizicole dans l'océan Indien et en Afrique». Un but affirmé par Andry Rajoelina, président de la République, durant une cérémonie d'inauguration des nouvelles installations du Centre national de la recherche appliquée au développement rural (FOFIFA), à Ambatobe, hier.

Après Amparafaravola, le développement de l'agriculture a été, une nouvelle fois, le point d'orgue de la sortie publique du Chef de l'État, hier. Une occasion durant laquelle Andry Rajoelina a réaffirmé son Velirano numéro 9 qui est l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire. Dans cette rubrique de ses engagements de campagne figure, notamment, l'augmentation de la production de riz. Aussi, il y a donc ajouté un nouveau challenge qui est de hisser la Grande île au rang de grenier à riz de la région océan Indien et de l'Afrique. Un statut qui a été le sien dans les années 70 et 80, ajoute le Président.

Pour atteindre le double objectif qu'il a souligné, hier, le locataire d'Iavoloha annonce la tenue d'une conférence nationale de l'agriculture. Un rendez-vous qui devra se tenir avant la fête de l'indépendance, selon ses dires, et qui devra accoucher d'un «plan national de l'agriculture». Selon ses explications, les crises mondiales actuelles imposent l'élaboration d'une nouvelle stratégie. Augmenter le rendement jusqu'à six tonnes par hectare est une des premières étapes, outre l'augmentation de la surface cultivable de 100 0000 hectares, à entendre le discours présidentiel.

Faire de Madagascar un grenier rizicole de l'Afrique est loin d'être utopique. Une étude publiée sur le site willagri.com, en janvier 2018, avait déjà affirmé que la Grande île avait ce potentiel, «avec un effort plus poussé», dans le domaine de l'innovation des techniques agricoles, l'amélioration des semences, afin d'augmenter la production. Avec près de 4 millions de tonnes par an, Madagascar est à la seconde place en termes de récolte annuelle de riz blanchi, en Afrique subsaharienne.

Autosuffisance

Durant l'inauguration des nouvelles installations du FOFIFA, hier, le président de la République a affirmé, «je suis convaincu que la recherche a un rôle important à jouer dans cela, comme la production de semences améliorées». Le locataire d'Iavoloha a souligné, du reste, «ma présence aujourd'hui témoigne que l'objectif d'atteindre l'autosuffisance alimentaire me tient particulièrement à cœur».

Le FOF IFA dispose d'un nouveau laboratoire high-tech et d'une nouvelle serre pour expérimenter de nouveaux plants. Un projet qui s'inscrit dans le cadre du programme régional d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien, ou SANOI, financé par l'Union européenne par le biais du 11e Fonds européen de développement (FED). À part exporter plus de riz, l'autre grand objectif sur lequel l'accent a été mis, hier, est que Madagascar n'en importe plus et soit autosuffisant dans le domaine rizicole. Le but est de renforcer la recherche pour produire des semences plus performantes.

À Amparafaravola, mardi, il a été question de l'amélioration des infrastructures et de la technique de production du riz, pour accélérer la concrétisation du Velirano numéro 9 du Chef de l'État. À Ambatobe, hier, le sujet central a été le rôle de la recherche pour mettre à disposition des semences performantes, adaptées au contexte local et au défi des changements climatiques. Les crises globales qui se succèdent imposent l'urgence d'appuyer la transition du système alimentaire des pays de la région océan Indien, dont Madagascar, souligne, justement, Giovanni Di Girolamo, ambassadeur de l'Union européenne.

Parmi les orateurs, à Ambatobe, le diplomate européen plaide, que l'idée est «de mettre sur le marché local des produits plus diversifiés et à un prix accessible qui répondent aux besoins nutritionnels de la population en qualité et en quantité. Aussi, la relance de la filière semencière est importante pour la région, dont Madagascar. L'augmentation et la diversification de la production agricole ne pourra se faire sans un approvisionnement suffisant en semence».



Madagascar doit redevenir le grenier agricole de l'Océan Indien

Le Président de la République a annoncé ce jour la tenue d'une conférence nationale en vue de l'élaboration d'un plan national visant à atteindre l'autosuffisance alimentaire à Madagascar. Ce plan national sera mis en place avant la célébration de la fête nationale afin de marquer l'indépendance alimentaire de Madagascar, a-t-il indiqué.

Le Président Rajoelina a souligné ce jour que la stratégie nationale en matière d'agriculture sera réorientée de manière à atteindre l'autosuffisance alimentaire. Pour atteindre cet objectif, plusieurs chantiers doivent être réalisés, à commencer par l'extension des surfaces cultivées de 100 000 hectares et l'augmentation de la production rizicole qui est la base alimentaire de la population malgache. Pour ce faire, le Chef de l'Etat s'engage à aider les agriculteurs et à développer l'agribusiness à Madagascar. En outre, il a indiqué qu'il est important d'innover dans de nouvelles productions rizicoles et d'implanter de nouvelles semences améliorées.

Avec une production annuelle d'environ 4 000 000 tonnes, Madagascar est actuellement le deuxième producteur de riz en Afrique, a souligné le Président de la République.

Il y a plusieurs années, Madagascar était le grenier rizicole dans l'Océan Indien. Nous allons faire en sorte de retrouver ce statut, a indiqué le Chef de l'Etat, Andry Rajoelina.

Le Président de la République a procédé ce jour, à Ambatobe, à l'inauguration de nouvelles infrastructures de la FOFIFA (Centre National de Recherche Appliquée au Développement Rural), à savoir un nouveau laboratoire de santé des plantes, équipé de matériels répondant aux normes internationales, et des serres d'expérimentation et de production variétale, une étape importante dans les efforts entrepris vers l'autosuffisance alimentaire à Madagascar, indique-t-on.

Ces nouvelles infrastructures essentielles à la production de semences de qualité (base et pré-base) nécessaires à Madagascar ont pu être mises en place grâce au Programme Régional SANOI – Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle dans les pays de l'Océan Indien, et plus particulièrement sa composante « FOOD SEC Semences » mise en œuvre par le FOFIFA et le CIRAD.

Disposer de semences de qualité réclame la disposition d'équipements de laboratoire, avec notamment les volets microbiologique et moléculaire. C'est désormais chose faite au sein du FOFIFA, et les expertises nationales sont déjà au travail, souligne la Délégation de l'Union européenne à Madagascar.

Plus d'infos lire aussi :

- Conférence nationale de l'agriculture - Faire de Madagascar le grenier rizicole de l'Afrique | Moov
- https://lexpress.mg/13/05/2022/strategie-agricole-nouvel-elan-pour-la-riziculture/

Indian Ocean Commission helps Africa's island states fight sea crime



The Baba Ali, a Seychellois fishing vessel, was passing through the Seychelles exclusive economic zone (EEZ) when authorities intercepted it in May 2021.

Through an operation coordinated by the Seychelles Air Force, Seychelles Coast Guard and its National Information Sharing and Coordination Centre, authorities boarded and inspected the vessel. What they found –– about $1.2 million worth of heroin and hashish –– signifies the magnitude of the regional trafficking threat.

The drug seizure and the arrest of three Seychellois and four Indonesian nationals showed that the island state's efforts to bolster maritime security were working, Seychellois Fisheries Minister Jean-Francois Ferrari said during a news conference.

"With the help of gathered intelligence, we have been able to carry out an operation on this vessel and have placed them in the hands of the police force," Ferrari said. "I will not be able to go into details as this is a police case, but according to information we have gathered, the total amount of drugs onboard Baba Ali was three times more than what we picked up, as some have gone missing in the Indian Ocean."

An archipelago about 1,800 kilometers northeast of Madagascar, Seychelles comprises 115 tiny islands, making its waters difficult to police. The same is true for other island states in the Western Indian Ocean, including Comoros, Madagascar, Mauritius, and the French island of Réunion.

For the past 25 years or so, however, the island nations gradually have bolstered maritime security through membership in the Indian Ocean Commission (IOC), which has helped them increase law enforcement cooperation, intelligence sharing and coordination across borders to counter sea crime.

The commission is the only intergovernmental organization composed exclusively of island states. The European Union (EU) funds its maritime security efforts around Africa. **Suite de l'article**

Coopération Comores-France : Un accord de 1.23 milliards kmf signé pour une justice plus équitable aux Comores

Un accord tripartite d'un montant de 1,23 milliards de nos francs est signé samedi dernier au ministère des finances entre le ministère de la justice, l'ambassade de France et le ministère des finances. Il s'agit d'un accord qui appuie le secteur de la justice pour que cette dernière soit équitable.



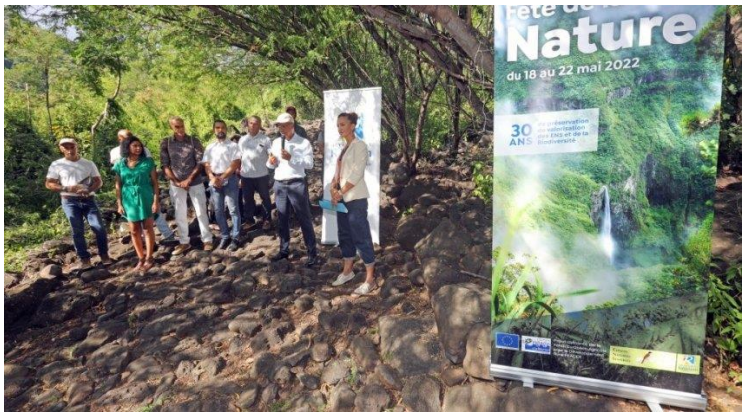
La France et les Comores se sont engagées vers une nouvelle dynamique de partenariat à travers la signature d'un document cadre dont le plan de développement France-Comores financé par la France à hauteur de 73,8 milliards de nos francs. « C'est le fruit de la conférence des bailleurs de fonds tenue à Paris en décembre 2019 », a rappelé Djaé Ahamada Chanfi, ministre de la justice. Cette conférence a ressorti le plan de développement France-Comores visant en priorité les secteurs de la formation et de l'insertion professionnelle des jeunes, de l'éducation, la santé, de l'aménagement du territoire ainsi que les activités génératrices d'emploi en zones rurales.

L'accord tripartite portant sur le projet « justice plus équitable » signé entre le ministère de la justice, celui des finances et l'ambassade de France via l'agence Française de développement vient de concrétiser la volonté de deux pays de faire les Comores « un pays émergent, respectueux des droits de l'homme, de l'égalité de genre et promouvoir l'État de droit et dont l'un des axes clés est de réformer la justice en vue de promouvoir son indépendance, son intégrité et son efficacité, en conformité avec les standards et les engagements internationaux.

Selon le communiqué de presse, le projet « d'une justice plus équitable » contribue à cet objectif, à travers la prise en charge de la formation initiale de 40 futurs greffiers. En ce sens que le projet suit la logique de la continuité directe du projet Comjus mis en œuvre par l'ambassade de France, qui s'est achevé en janvier 2022 et qui avait permis l'organisation d'un concours pour le recrutement de 22 premiers auditeurs de justice et 20 élèves greffiers. « On peut dire que c'est une justice comorienne qui est en train d'être renforcée pour répondre à plusieurs critères. D'abord la crédibilité de la justice vis-à-vis de la population comorienne, ensuite, la crédibilité vis-à-vis des partenaires au développement surtout dans le secteur privé pour que ce dernier soit attractif et enfin la crédibilité vis-à-vis de notre seigneur », explique le ministre des finances, Kamalidin Soeuf. L'argentier du pays a fait savoir qu'une justice plus équitable signifie plusieurs choses. Cela signifie tout d'abord l'équité, l'inclusivité et le renforcement des capacités de l'ensemble du personnel de l'appareil judiciaire.

Suite de l'article

Rendez-vous dans les forêts péi



ENVIRONNEMENT. Un événement "majeur" pour le président du Département, Cyrille Melchior, qui a convié, jeudi dernier au Lazaret, partenaires et acteurs de la protection de la biodiversité réunionnaise, à la présentation de la 16e édition de la Fête de la Nature.

"Cela fait 30 ans que le Département investit sur les espaces naturels sensibles et dans la protection de l'environnement, a-t-il d'ailleurs informé. *Nous avons un devoir, celui de protéger et, avec la nouvelle mandature, c'est un nouvel élan qui a été donné à la politique départementale en matière environnementale."*

À La Réunion, les espaces naturels sensibles *(ENS)* couvrent pas moins de 40 % du territoire, dont la plus grande partie représente la forêt péi telle qu'on la connaît. *"Ce sont également plus de 20 millions d'euros qui ont été budgétés pour la protection de cette nature",* ajoute Cyrille Melchior. Pour sa déléguée à l'environnement, Camille Clain, *"il y a urgence à agir. Nous avons un programme ambitieux pour la mise en valeur de notre environnement mais le climat, l'avenir de notre planète sont des défis qui n'attendent pas."* Une observation partagée par Patrice Payet, directeur du département espaces naturels, parcs et jardins de la SPL Edden, gestionnaire du Chemin des Anglais.

"C'est un devoir humain de protéger ce patrimoine, avance-t-il, *nous sommes des êtres de nature. En protégeant ce patrimoine, nous nous protégeons nous-mêmes mais aussi l'écosystème dans lequel nous trouvons les éléments du bonheur : l'air, l'eau, etc. Nous sommes responsables de cet héritage."* Un patrimoine menacé par les espèces exotiques envahissantes. **Suite de l'article**

Lire aussi :
L'association Project Rescue Ocean a récolté 5 tonnes de déchets

Covid-19 : les pays de la zone Océan Indien de nouveau accessibles aux non-vaccinés



Ce lundi 16 mai 2022 marque la levée des motifs impérieux pour les personnes non-vaccinées entre La Réunion et la métropole. Un allègement valable également pour les voyages entre La Réunion et Maurice. En partance de notre île donc, les voyageurs non-vaccinés peuvent désormais se rendre vers l'île soeur. Seul un test négatif à la Covid-19 leur sera demandé dans la salle d'embarquement. En revanche, le test n'est plus obligatoire pour les passagers vaccinés. En provenance de Maurice, seuls les voyageurs non-vaccinés doivent présenter un test négatif à l'embarquement. (Photo : rb/www.ipreunion.com)

Terminé donc masques et motifs impérieux pour voyager et se rendre dans les pays de la zone de l'Océan Indien. Pour rappel, tous les pays de la zone océan Indien sont classés verts.
À destination de l'Afrique du Sud, de Madagascar, des Seychelles, de l'Inde, des Comores et de la Thaïlande, seuls les voyageurs non vaccinés doivent donc présenter un test négatif à l'embarquement (Test antigénique de moins de 48h ou un test PCR de moins de 72h). Les motifs impérieux sont donc totalement enlevés.

En provenance des pays de la zone verte, les conditions de voyage sont exactement les mêmes, seuls les passagers non-vaccinés doivent présenter un test négatif à la Covid-19 lors de leur embarquement pour La Réunion (Test antigénique de moins de 48h ou un test PCR de moins de 72h).

Lire aussi - Covid-19 : fin des motifs impérieux et levée des masques à compter de ce lundi

La Renewable Energy Roadmap 2030 revue pour la réalisation de 60 % d'énergies renouvelables



Le gouvernement révise la feuille de route des Renewable Energy (RE) Roadmaps 2030 pour le secteur de l'électricité afin d'atteindre 60 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique d'ici 2030.
Cela s'inscrit dans l'agenda du gouvernement pour une transition énergétique verte, tel qu'annoncé dans le budget 2021/2022, à travers la mise en place d'un Green Energy Industry comme nouveau pôle de croissance économique.
L'objectif est d'atteindre 60 % d'énergies renouvelables et aussi la suppression progressive de l'utilisation du charbon dans la production d'électricité.

India to install coast guard radar system for Seychelles Coast Guard

By: Rita Joubert-Lawen Edited by: Betymie Bonnelame



The announcement was made in a ceremony for the hand0ver of ceremonial guns and ammunition on Friday. (Indian High Commission)

(Seychelles News Agency) - India will be helping Seychelles with the installation of a coast guard radar system and other defence matters, the Indian High Commissioner said on Friday.

General Dalbir Singh Suhag, a former chief of army staff of the Indian Army, spoke of the donation of the radar system during a handing over ceremony of three ceremonial guns and ammunition and a wave-rider boat gifted by the Indian government.

The handing over of the guns and 500 rounds of ammunition took place on board the INS Gharial – the vessel that transported the guns and ammunition to the island state.

The chief of the **Seychelles Defence Forces** (SDF), Michael Rosette, explained that the guns will be used in "special national events such as the National Day as well as provide a sense of gravitas and pride."

The ceremonial saluting guns with ammunition were gifted by the Indian government following a request from Seychelles' President Wavel Ramkalawan.

Seychelles, an archipelago in the western Indian Ocean, also received a wave-rider boat, the third addition to the two already in the fleet of the coast guard.

Seychellois personnel have been trained to use the newest addition of radar equipment to the Seychelles Coast Guard's fleet, which will help in the coastal surveillance of the island nation. **Suite de l'article**

Dialogue Public-Privé : Priorité à l'industrialisation massive dans les régions.



Les groupements d'entreprises ont participé massivement au DPP

Unis. Le secteur public et le secteur privé entament la deuxième édition du dialogue public-privé (DPP), cette fois-ci, en débattant des moyens à mettre en œuvre pour l'industrialisation plus que jamais considérée comme une des priorités pour le développement du pays.

Ce DPP qui s'est tenu, hier à la Chambre de Commerce et d'Industrie à la participation massive d'opérateurs économiques issus des groupements du secteur privé.

Dialogue sectoriel

On peut citer, entre autres, le Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), le Groupement des Entreprises Franches et Partenaires (GEFP), le Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy (FIVMPAMA), le Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar, le Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar (GFEM), le Groupement des Entreprises de Madagascar (GEM), le Fikambanan'ny Orinasa Malagasy (FOM), Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI), et le Syndicat des Entreprises en Bâtiments et Travaux Publics (SEBTP). Un dialogue sectoriel qui fait suite à la concertation transversale du mois de mars et qui s'est focalisé sur des secteurs porteurs comme les produits de première nécessité, le textile, l'industrie d'assemblage et l'industrie minière, ainsi que les huiles essentielles. *« Ce sont des secteurs qui intéressent de nombreux industriels et il est indispensable d'en parler afin que chaque partie prenante respecte ses engagements »,* a déclaré le ministre de l'Industrialisation, du Commerce et de la Consommation, Edgard Razafindravahy dans le discours qu'il a prononcé, lors de la cérémonie de clôture de ce DPP. **Suite de l'article**

La Gazette des Comores

PREMIÈRE ÉDITION DU SOMMET FEMME EXPERTISE

Le sommet mondial des femmes d'expertise a baissé le rideau

L'ouverture du Sommet Mondial des Femmes d'Expertise, a eu lieu le 10 mai à Moroni, et a pris fin ce vendredi 13 mai. C'était un moment prestigieux pour les Comores mais aussi une opportunité de partage d'expérience entre les femmes d'expertise afin de mettre leurs compétences au service du développement de leurs pays respectifs. L'événement a vu la participation de plusieurs femmes de différent pays de l'Afrique.



Cloture à Moroni du sommet Femmes d'Expertise.

L'Union des Comores, a eu l'immense privilège d'accueillir la première édition du sommet mondial des femmes d'expertise. C'était presque une semaine d'expertise et d'échange d'expériences avec un accompagnement pour que chaque femme puisse développer leur coté entrepreneurial. Plusieurs femmes entrepreneurs ont fait le déplacement pour prendre part à ce grand événement. Tout au long du sommet, des produits locaux venant des quatre coins du monde ont été exposés et ont permis aussi aux différentes délégations de connaitre et de découvrir les Comores et ce qu'on est capable d'offrir. « Nous sommes venus du Congo pour échanger et apporter aussi notre expertise. Ça nous a permis aussi de comprendre et faire développer son entreprise, faire ses publicités, tout en respectant les normes internationales. Comme vous voyez, on a apporté nos produits locaux. Il y a toute une panoplie de produits. Nous avons, le café, du piment, du miel etc. C'est une opportunité pour nous de découvrir les différents produits comoriens », montre Marie-Hélène Ngoie Sango, la présidente du forum d'entreprenariat des femmes congolaises, tout en demandant à la femme comorienne de consommer comorien, comme elles qui consomment congolais et africain en général.

De l'autre côté, on aperçoit des boubous, des chemises en mode purement africain, de madame Chrismi, une couturière modeste venant aussi du la République de Congo. Cette dernière explique qu'elle vend ses produits qu'elle fabrique elle-même. « Je suis une couturière, je fabrique mes vêtements, en suivant le mode et la culture africaine. Le sommet se passe très bien, même si il n'y a pas trop de mouvement comme on s'y attendait. L'important c'est l'échange et les connaissances. On constate que les femmes d'expertise comoriennes ont aussi du talent. Elles ont un avenir meilleur, il suffit d'un accompagnement », dit-elle.

Rikma Mohamed El-Anrif, la responsable du centre commercial comorien pense que c'est une meilleure occasion pour les femmes entrepreneurs comoriennes de se développer et de sortir de l'entrepreneriat de survie. « Aujourd'hui je pense que le sommet des femmes d'expertise, nous donne la chance d'aller au delà, et de devenir une vraie femme d'affaires. Et également d'avoir une filiale pourquoi pas dans le monde en général et particulièrement en Afrique », indique-t-elle.

Nassuf Ben Amad

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18